

## **Disparités thématiques**

### **Introduction et définitions**

[- Introduction et définitions](#)

### **Les communes touristiques**

[- Les communes touristiques en 2009](#)

[- Les communes touristiques du littoral maritime en 2009](#)

[- Les communes touristiques "supports de stations de sports d'hiver" en 2009](#)

### **Les communes « rurales » / périurbaines / pôles urbains**

[- Les communes de l'espace à dominante rurale en 2009](#)

[- Les communes appartenant à un pôle urbain en 2009](#)

[- Les communes périurbaines en 2009](#)

### **Les communes de montagne non touristiques**

[- Les communes de montagne non touristiques en 2009](#)

*Sources de l'ensemble des tableaux suivants: analyses et traitements par la DGCL des comptes de gestion 2009 fournis par la DGFIP.*

## Disparités thématiques

### Introduction et définitions

L'analyse réalisée dans les pages suivantes porte sur les communes de moins de 10 000 habitants en les regroupant en fonction de types définis par une situation géographique particulière ou par une activité dominante qui influe sur les finances communales. La liste des catégories de communes choisies n'est pas immuable, elle est amenée à évoluer au cours des exercices.

Les études thématiques sont réalisées sur les communes de moins de 10 000 habitants de métropole à partir des catégories suivantes :

- les communes touristiques (on distingue, entre autre, les communes du littoral maritime, de supports de stations de sports d'hiver, de montagne);
- les communes appartenant à l'espace à dominante rurale, à un pôle urbain ou les communes périurbaines ;
- les communes non touristiques de montagne.

#### ■ Communes touristiques

La définition choisie est celle utilisée jusqu'en 1993 pour la dotation touristique de la DGF qui se fonde sur la capacité d'accueil et d'hébergement de la commune (Source : Ministère de l'Intérieur, DGCL).

Parmi les communes touristiques, on distingue les catégories suivantes :

**Communes touristiques du littoral maritime** : ce sont les communes touristiques appartenant également à la liste des communes du littoral maritime. Cette liste comprend les communes de bord de mer et les communes d'estuaires, en aval de la limite transversale de la mer. Elle est basée sur le référentiel de l'INSEE de 1999. (Source : Institut français de l'Environnement).

- **Communes touristiques de montagne** : voir ci-après pour la définition des communes de montagne.

- **Communes touristiques « supports de stations de sports d'hiver »** : ce sont les communes touristiques également classées comme « supports de stations de sports d'hiver ». Ces dernières sont définies à partir de la capacité d'hébergement et/ou de la présence de remontées mécaniques. Les critères de sélection des communes touristiques conduisent à exclure du champ d'étude les communes dont l'activité liée au tourisme d'hiver est mineure (faible capacité d'hébergement et nombre réduit de remontées mécaniques) (Source : SEATM, Service d'études et d'aménagement touristique de la montagne).

#### Répartition des communes touristiques de moins de 10 000 habitants et de leur population (métropole) :

Population totale au 01/01/2009	Ensemble des communes touristiques	Communes du littoral	"Supports de stations de sports d'hiver"	Autres communes de montagne	Autres communes touristiques
Nombre de communes	2 118	478	308	899	433
Population regroupée	2 908 969	1 239 340	350 660	592 416	726 553
Répartition : des communes	100,0%	22,6%	14,5%	42,5%	20,4%
de la population	100,0%	42,6%	12,0%	20,4%	25,0%
Population moyenne d'une commune	1 373	2 593	1 139	659	1 678

La population moyenne des communes de moins de 10 000 habitants en métropole au 01/01/2009 est de 899 habitants.

Pour la strate de population de moins de 10 000 habitants, près d'un habitant sur 10 réside dans une commune touristique. Les communes touristiques sont en moyenne des communes à population élevée. De plus, à côté de cette population résidente, il faut tenir compte d'une population saisonnière très importante ainsi que l'atteste le nombre élevé des résidences secondaires. Plus de la moitié des communes touristiques sont en zone de montagne mais c'est le littoral qui regroupe le plus d'habitants.

#### ■ Communes « rurales » / périurbaines / pôles urbains

Pour cette typologie, on utilise le zonage en aires urbaines élaboré par l'Insee. Ce zonage est fondé non seulement sur la continuité du bâti mais encore sur les flux de déplacement domicile - travail. Il permet de distinguer sur le territoire métropolitain :

- **Le pôle urbain** : unité urbaine offrant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.

- **L'aire urbaine** : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle urbain ou dans des communes attirées par celui-ci.

- **La couronne périurbaine (d'un pôle urbain)** : ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain.

- **Les communes multipolarisées** : communes rurales et unités urbaines situées hors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant.
- **Les communes périurbaines** : communes des couronnes périurbaines et communes multipolarisées.
- **L'espace à dominante urbaine** : ensemble des pôles urbains et des communes périurbaines ; il peut se définir également comme l'ensemble des aires urbaines et des communes multipolarisées.
- **L'espace à dominante rurale** : ensemble des communes rurales et unités urbaines n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine.
- **Les communes « rurales »** : ce sont les communes qui appartiennent à l'espace à dominante rurale. L'adjectif « rural » est encadré par des guillemets, pour bien distinguer ces communes des communes rurales définies de façon plus traditionnelle ne faisant référence qu'à la continuité du bâti et non aux flux de déplacement domicile – travail (Source : Insee).

#### Répartition des communes de moins de 10 000 habitants et de leur population (métropole) :

	Ensemble des communes de moins de 10 000 hab.	Communes Pôles urbains	Communes périurbaines	Communes "rurales"
Nombre de communes	35 665	1 938	10 397	23 330
Population regroupée	31 647 545	7 097 150	10 378 977	14 171 418
Répartition : des communes	100,0%	5,4%	29,2%	65,4%
de la population	100,0%	22,4%	32,8%	44,8%
Population moyenne d'une commune	887	3 662	998	607

Près de deux communes de moins de 10 000 habitants sur trois appartient à l'espace à dominante rurale, mais la population correspondante ne représente que 45 % de la population totale contre 22 % dans les pôles urbains et 33 % à l'intérieur des communes périurbaines.

Depuis 1990, le nombre de communes appartenant à l'espace à dominante urbaine a fortement augmenté (+40 %), avec une conséquence mécanique sur le nombre de communes "rurales" et leur population. Les communes « rurales » sont logiquement plus représentées dans les petites strates, alors que l'inverse s'observe dans les pôles urbains.

Ces répartitions démographiques différentes de celles observées sur l'ensemble des communes de la métropole influent sur les écarts entre ratio moyen d'une catégorie et ratio moyen national. En effet, certains de ces écarts ne sont que le reflet d'une structure démographique différente.

#### ■ Communes de montagne.

Les communes de montagne sont repérées à l'aide du classement en zone défavorisée réalisé par le ministère de l'agriculture. Les communes retenues sont celles qui sont entièrement classées « montagne » ou « haute montagne » et en métropole (Sources : CEMAGREF et ministère de l'Agriculture (direction de l'espace rural et de la forêt)).

La répartition démographique des communes de montagne non touristiques est très proche de celle de l'ensemble des communes de montagne : une très forte part de la population (environ les deux tiers) réside dans les communes de moins de 2 000 habitants. Cette répartition influe sur les ratios moyens calculés sur l'ensemble, le poids des plus petites communes et de leurs particularités est renforcé.

Les communes de montagne regroupent un grand nombre de communes forestières **dont communes « supports de stations de sports d'hiver » (voir "communes touristiques")** (Source : SEATM (Service d'Études et d'Aménagement Touristique de la Montagne - Secrétariat d'État au Tourisme)).

#### ■ Intercommunalité.

L'étude des communes par **type d'intercommunalité à fiscalité propre** est intégrée dans la partie « Ratios financiers ».

##### Avertissement pour l'ensemble de la publication 2009 :

Le terme « **gestion active de la dette** » ou encore « **réaménagement de la dette** » signifie :

- . d'une part **les remboursements anticipés de dette classiques refinancés par emprunt** et comptabilisés à l'article 166 « refinancement de dette »,
- . d'autre part **les mouvements de dette équilibrés en dépenses et en recettes correspondant à l'utilisation des nouveaux produits de gestion active de la dette** : crédit long terme renouvelable (CLTR), ouverture de crédit à long terme (OCLT) et prêt à capital et taux modulable (PCTM) comptabilisés à l'article 16449 « opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie ».

## • Communes touristiques

## Ensemble des communes touristiques en 2009

	montants en euros par habitant						Rappel
	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "touristiques"	moyenne des communes de métropole
<b>Nombre total de communes</b>	873	759	259	114	113	2 118	35 654
<b>Population totale au 01/01/2009</b>	200 695	785 019	688 197	466 412	768 646	2 908 969	32 041 014
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>2 285</b>	<b>1 868</b>	<b>1 715</b>	<b>1 764</b>	<b>1 933</b>	<b>1 861</b>	<b>1 139</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>2 312</b>	<b>1 910</b>	<b>1 728</b>	<b>1 787</b>	<b>2 006</b>	<b>1 900</b>	<b>1 162</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>1 244</b>	<b>1 106</b>	<b>1 062</b>	<b>1 125</b>	<b>1 331</b>	<b>1 168</b>	<b>709</b>
- dont charges à caractère général	34,4%	31,7%	30,0%	27,9%	26,9%	29,5%	31,3%
- dont charges de personnel	33,4%	39,1%	45,1%	47,1%	50,5%	44,6%	48,3%
- dont charges d'intérêts	4,4%	5,0%	4,6%	4,4%	4,4%	4,6%	4,2%
- dont autres charges de gestion courante	25,0%	21,6%	18,4%	17,6%	16,0%	18,9%	18,7%
- dont autres	2,8%	2,6%	1,9%	3,0%	2,2%	2,4%	2,3%
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,4%	0,5%	0,7%	1,0%	0,8%	0,7%	0,6%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>1 648</b>	<b>1 413</b>	<b>1 352</b>	<b>1 385</b>	<b>1 592</b>	<b>1 458</b>	<b>899</b>
- dont ventes, produits et prestations	9,3%	7,4%	6,6%	6,0%	6,9%	7,0%	6,1%
- dont dotations et participations	32,5%	29,8%	28,5%	27,6%	23,9%	27,7%	31,6%
<i>dont DGF</i>	<i>(23,4%)</i>	<i>(23,9%)</i>	<i>(23,0%)</i>	<i>(21,6%)</i>	<i>(18,5%)</i>	<i>(21,7%)</i>	<i>(22,3%)</i>
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	<i>(4,9%)</i>	<i>(2,8%)</i>	<i>(2,7%)</i>	<i>(2,5%)</i>	<i>(1,9%)</i>	<i>(2,7%)</i>	<i>(4,5%)</i>
- dont impôts et taxes	42,3%	49,7%	55,3%	56,0%	60,8%	54,5%	52,5%
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	<i>(32,4%)</i>	<i>(38,4%)</i>	<i>(40,2%)</i>	<i>(40,0%)</i>	<i>(42,0%)</i>	<i>(39,6%)</i>	<i>(37,4%)</i>
- dont autres produits courants non financiers	10,8%	8,0%	4,7%	4,5%	3,5%	5,7%	4,8%
- dont autres	5,0%	5,1%	4,9%	5,8%	4,8%	5,1%	5,1%
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>24,5%</b>	<b>21,7%</b>	<b>21,4%</b>	<b>18,8%</b>	<b>16,4%</b>	<b>19,9%</b>	<b>21,1%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>1 041</b>	<b>762</b>	<b>653</b>	<b>639</b>	<b>602</b>	<b>693</b>	<b>430</b>
- dont remboursements de dette *	16,5%	18,5%	20,8%	19,6%	22,0%	19,8%	17,6%
- dont dépenses d'équipement brut	80,2%	75,3%	75,2%	76,8%	72,9%	75,5%	78,8%
- dont autres	3,2%	6,2%	4,1%	3,6%	5,1%	4,8%	3,6%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>660</b>	<b>484</b>	<b>368</b>	<b>370</b>	<b>381</b>	<b>423</b>	<b>262</b>
- dont dotations et subventions	67,3%	57,8%	58,7%	57,6%	55,2%	58,4%	62,4%
- dont emprunts	25,7%	35,3%	31,9%	33,4%	40,4%	34,5%	31,3%
- dont autres	7,0%	6,8%	9,3%	9,0%	4,4%	7,1%	6,3%
<b>Encours de dette au 31/12/2009</b>							
- par habitant	1 356	1 372	1 178	1 260	1 548	1 354	708
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,82	0,97	0,87	0,91	0,97	0,93	0,79
- sur épargne brute	3,35	4,47	4,07	4,85	5,94	4,67	3,73
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>572</b>	<b>578</b>	<b>609</b>	<b>625</b>	<b>745</b>	<b>637</b>	<b>419</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	497	558	631	627	728	623	614
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	72,7%	76,1%	77,5%	72,8%	78,7%	76,4%	64,9%
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	91,9%	87,1%	89,5%	88,5%	90,9%	89,3%	88,3%
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	72,5%	76,8%	72,9%	77,1%	80,1%	76,6%	62,9%

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPPF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

## Evolution 2009/2008 à champ constant : communes touristiques

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes touristiques	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>-2,3%</b>	<b>-2,3%</b>	<b>-2,8%</b>	<b>+2,7%</b>	<b>-3,9%</b>	<b>-2,7%</b>	<b>-1,1%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>-3,7%</b>	<b>-1,4%</b>	<b>-0,5%</b>	<b>+1,7%</b>	<b>+1,5%</b>	<b>-0,8%</b>	<b>+0,1%</b>
Charges à caractère général	-2,6%	-2,2%	-0,5%	-0,5%	+0,9%	-0,9%	-0,5%
Charges de personnel	-2,1%	-0,5%	+0,9%	+0,8%	+2,5%	-0,5%	+0,3%
Charges d'intérêts	-9,2%	-7,2%	-7,7%	-11,6%	-10,0%	-9,9%	-8,4%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-3,3%</b>	<b>-5,6%</b>	<b>+6,2%</b>	<b>-12,6%</b>	<b>-4,7%</b>	<b>-3,1%</b>
Dépenses d'équipement brut	+0,3%	-4,9%	-8,3%	+4,6%	-18,6%	-7,6%	-3,2%
Remboursements de dette *	-2,9%	-3,9%	+0,2%	+6,5%	+0,1%	-1,0%	-2,9%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>-3,9%</b>	<b>-1,9%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>+1,8%</b>	<b>+1,1%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>-0,2%</b>
Impôts et taxes	-2,9%	-1,0%	-1,0%	-0,5%	+2,0%	-1,1%	+0,7%
<i>dont produit 4 taxes (voté)</i>	<i>-3,4%</i>	<i>+1,0%</i>	<i>+2,8%</i>	<i>+4,0%</i>	<i>+7,7%</i>	<i>+2,6%</i>	<i>+5,9%</i>
<i>dont produit 4 taxes (voté) + reversement de fiscalité</i>	<i>-2,2%</i>	<i>+1,1%</i>	<i>+3,2%</i>	<i>+3,7%</i>	<i>+5,7%</i>	<i>+2,4%</i>	<i>+5,6%</i>
Dotations et participations	-4,9%	-3,4%	-3,0%	-1,1%	-0,7%	-2,4%	-1,6%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>-1,3%</b>	<b>+2,1%</b>	<b>-12,3%</b>	<b>-5,9%</b>	<b>-8,1%</b>	<b>-5,1%</b>	<b>+1,9%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+6,0%	+10,7%	+6,3%	+18,7%	+9,6%	+10,6%	+16,9%
Emprunts *	-18,5%	-10,0%	-32,8%	-35,6%	-20,3%	-23,0%	-17,6%
<b>Épargne brute</b>	<b>-4,3%</b>	<b>-3,9%</b>	<b>-3,3%</b>	<b>+2,0%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-2,2%</b>	<b>-1,6%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>-6,0%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-4,8%</b>	<b>-2,4%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-2,8%</b>	<b>-1,8%</b>

(1) hors travaux en régie / (2) y compris travaux en régie

\* Hors gestion active de la dette

## • Communes touristiques

### Ensemble des communes touristiques du littoral maritime en 2009

montants en euros par habitant

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Communes "touristiques du littoral maritime"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Nombre total de communes</b>	58	171	120	62	67	478	35 654
<b>Population totale au 01/01/2009</b>	15 814	195 776	322 642	253 716	451 392	1 239 340	32 041 014
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>2 167</b>	<b>1 638</b>	<b>1 678</b>	<b>1 900</b>	<b>2 098</b>	<b>1 876</b>	<b>1 139</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>2 204</b>	<b>1 669</b>	<b>1 699</b>	<b>1 942</b>	<b>2 196</b>	<b>1 931</b>	<b>1 162</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>1 222</b>	<b>1 020</b>	<b>1 048</b>	<b>1 211</b>	<b>1 471</b>	<b>1 233</b>	<b>709</b>
- dont charges à caractère général	34,0%	30,8%	29,7%	27,5%	26,4%	28,0%	31,3%
- dont charges de personnel	41,7%	47,4%	48,3%	48,4%	51,1%	49,3%	48,3%
- dont charges d'intérêts	3,7%	3,8%	4,4%	4,1%	4,5%	4,3%	4,2%
- dont autres charges de gestion courante	18,2%	16,7%	15,8%	17,1%	16,0%	16,3%	18,7%
- dont autres	2,4%	1,3%	1,8%	2,9%	2,1%	2,1%	2,3%
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,1%	0,5%	0,9%	1,0%	0,9%	0,8%	0,6%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>1 555</b>	<b>1 282</b>	<b>1 332</b>	<b>1 495</b>	<b>1 742</b>	<b>1 510</b>	<b>899</b>
- dont ventes, produits et prestations	12,9%	7,0%	6,6%	5,6%	7,3%	6,8%	6,1%
- dont dotations et participations	32,3%	31,0%	29,0%	27,7%	22,7%	26,4%	31,6%
<i>dont DGF</i>	(26,0%)	(25,1%)	(23,7%)	(21,7%)	(17,8%)	(21,0%)	(22,3%)
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	(3,3%)	(2,8%)	(2,7%)	(2,2%)	(1,7%)	(2,2%)	(4,5%)
- dont impôts et taxes	38,8%	49,7%	54,3%	56,1%	61,0%	56,7%	52,5%
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	(26,4%)	(37,7%)	(39,1%)	(40,5%)	(42,0%)	(40,3%)	(37,4%)
- dont autres produits courants non financiers	9,5%	6,7%	4,4%	4,0%	3,6%	4,4%	4,8%
- dont autres	6,5%	5,6%	5,7%	6,6%	5,4%	5,7%	5,1%
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>21,4%</b>	<b>20,4%</b>	<b>21,3%</b>	<b>19,0%</b>	<b>15,5%</b>	<b>18,3%</b>	<b>21,1%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>945</b>	<b>617</b>	<b>630</b>	<b>690</b>	<b>627</b>	<b>643</b>	<b>430</b>
- dont remboursements de dette *	12,5%	16,9%	19,8%	19,9%	21,9%	20,0%	17,6%
- dont dépenses d'équipement brut	84,7%	78,9%	76,8%	77,2%	71,8%	75,6%	78,8%
- dont autres	2,8%	4,2%	3,4%	2,9%	6,3%	4,4%	3,6%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>642</b>	<b>374</b>	<b>353</b>	<b>400</b>	<b>407</b>	<b>389</b>	<b>262</b>
- dont dotations et subventions	87,5%	67,9%	65,1%	57,3%	51,6%	59,2%	62,4%
- dont emprunts	7,5%	25,1%	29,7%	36,1%	44,3%	35,5%	31,3%
- dont autres	5,0%	7,0%	5,2%	6,6%	4,1%	5,3%	6,3%
<b>Encours de dette au 31/12/2009</b>							
- par habitant	963	909	1 120	1 261	1 713	1 329	708
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,62	0,71	0,84	0,84	0,98	0,88	0,79
- sur épargne brute	2,89	3,47	3,94	4,44	6,33	4,81	3,73
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>445</b>	<b>518</b>	<b>573</b>	<b>668</b>	<b>790</b>	<b>661</b>	<b>419</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	470	521	554	601	691	605	614
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	53,7%	58,2%	65,5%	60,1%	75,8%	67,9%	64,9%
Coefficient de mobilisation de potentiel fiscal élargi	70,2%	71,9%	80,1%	85,8%	90,3%	84,0%	88,3%
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	72,0%	76,3%	78,2%	77,9%	81,4%	79,2%	62,9%

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPP n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

### Évolution 2009/2008 à champ constant : communes touristiques du littoral maritime

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Communes "touristiques du littoral maritime"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>- 14,3%</b>	<b>- 2,6%</b>	<b>- 2,3%</b>	<b>+ 1,2%</b>	<b>- 5,6%</b>	<b>- 4,0%</b>	<b>- 1,1%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>- 3,7%</b>	<b>- 2,8%</b>	<b>- 0,1%</b>	<b>+ 1,3%</b>	<b>- 0,7%</b>	<b>- 1,4%</b>	<b>+ 0,1%</b>
Charges à caractère général	- 6,9%	- 2,9%	- 0,4%	- 1,5%	- 1,6%	- 1,7%	- 0,5%
Charges de personnel	- 2,7%	- 0,9%	+ 0,8%	+ 0,5%	+ 0,8%	- 0,9%	+ 0,3%
Charges d'intérêts	- 3,4%	- 6,6%	- 3,7%	- 12,4%	- 10,5%	- 10,2%	- 8,4%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>- 24,3%</b>	<b>- 1,5%</b>	<b>- 4,7%</b>	<b>+ 2,6%</b>	<b>- 13,9%</b>	<b>- 6,9%</b>	<b>- 3,1%</b>
Dépenses d'équipement brut	- 29,3%	- 1,9%	- 6,5%	+ 0,5%	- 22,1%	- 11,4%	- 3,2%
Remboursements de dette *	+ 4,6%	- 6,7%	+ 3,1%	+ 14,2%	+ 1,3%	+ 2,0%	- 2,9%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>- 11,3%</b>	<b>- 3,9%</b>	<b>- 1,2%</b>	<b>+ 0,8%</b>	<b>- 0,7%</b>	<b>- 1,9%</b>	<b>- 0,2%</b>
Impôts et taxes	- 8,0%	- 0,8%	- 1,6%	- 1,8%	- 1,0%	- 2,7%	+ 0,7%
<i>dont produit 4 taxes (voté)</i>	- 2,4%	+ 1,1%	+ 1,5%	+ 4,2%	+ 4,9%	+ 1,6%	+ 5,9%
<i>dont produit 4 taxes (voté) + reversement de fiscalité</i>	- 2,7%	+ 1,7%	+ 2,6%	+ 3,0%	+ 3,7%	+ 1,3%	+ 5,6%
Dotations et participations	- 7,2%	- 2,7%	- 2,9%	- 1,3%	- 1,6%	- 2,3%	- 1,6%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>- 15,9%</b>	<b>- 2,5%</b>	<b>- 16,6%</b>	<b>- 2,2%</b>	<b>- 6,5%</b>	<b>- 7,9%</b>	<b>+ 1,9%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+ 3,7%	+ 15,3%	+ 12,6%	+ 25,9%	+ 9,3%	+ 15,3%	+ 16,9%
Emprunts *	- 75,8%	- 31,2%	- 45,2%	- 32,6%	- 14,2%	- 29,3%	- 17,6%
<b>Épargne brute</b>	<b>- 31,2%</b>	<b>- 7,9%</b>	<b>- 5,1%</b>	<b>- 1,1%</b>	<b>- 0,7%</b>	<b>- 3,7%</b>	<b>- 1,6%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>- 13,5%</b>	<b>- 5,4%</b>	<b>- 5,4%</b>	<b>- 2,4%</b>	<b>- 2,2%</b>	<b>- 5,1%</b>	<b>- 1,8%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPP n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

## • Communes touristiques

## Ensemble des communes "supports stations de sports d'hiver" en 2009

montants en euros par habitant

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "stations de sports d'hiver"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Nombre total de communes</b>	128	136	27	8	9	308	35 654
<b>Population totale au 01/01/2009</b>	37 300	136 979	73 377	33 003	70 001	350 660	32 041 014
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>4 036</b>	<b>4 089</b>	<b>3 256</b>	<b>2 704</b>	<b>2 801</b>	<b>3 522</b>	<b>1 139</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>4 207</b>	<b>4 201</b>	<b>3 233</b>	<b>2 685</b>	<b>2 791</b>	<b>3 575</b>	<b>1 162</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>2 336</b>	<b>2 405</b>	<b>1 986</b>	<b>1 738</b>	<b>1 843</b>	<b>2 135</b>	<b>709</b>
- dont charges à caractère général	34,0%	32,2%	30,3%	29,4%	29,2%	31,3%	31,3%
- dont charges de personnel	27,0%	30,1%	33,9%	36,0%	43,6%	33,3%	48,3%
- dont charges d'intérêts	4,9%	5,9%	5,3%	5,3%	4,5%	5,4%	4,2%
- dont autres charges de gestion courante	30,1%	27,6%	28,5%	26,9%	19,4%	26,6%	18,7%
- dont autres	4,0%	4,2%	1,9%	2,4%	3,3%	3,4%	2,3%
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,2%	0,3%	0,4%	0,4%	0,2%	0,3%	0,6%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>3 048</b>	<b>3 088</b>	<b>2 583</b>	<b>2 236</b>	<b>2 212</b>	<b>2 723</b>	<b>899</b>
- dont ventes, produits et prestations	10,0%	8,1%	6,3%	7,3%	6,8%	7,7%	6,1%
- dont dotations et participations	28,5%	24,1%	24,0%	26,1%	23,1%	24,6%	31,6%
<i>dont DGF</i>	(19,6%)	(20,1%)	(20,4%)	(20,3%)	(18,4%)	(19,8%)	(22,3%)
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	(5,7%)	(1,8%)	(1,7%)	(2,6%)	(1,2%)	(2,2%)	(4,5%)
- dont impôts et taxes	47,6%	53,7%	60,2%	58,4%	63,8%	56,3%	52,5%
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	(37,5%)	(42,2%)	(46,4%)	(44,5%)	(45,6%)	(43,2%)	(37,4%)
- dont autres produits courants non financiers	9,8%	9,4%	6,1%	5,9%	4,0%	7,6%	4,8%
- dont autres	4,0%	4,7%	3,5%	2,4%	2,3%	3,8%	5,1%
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>23,3%</b>	<b>22,1%</b>	<b>23,1%</b>	<b>22,3%</b>	<b>16,7%</b>	<b>21,6%</b>	<b>21,1%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>1 700</b>	<b>1 684</b>	<b>1 270</b>	<b>966</b>	<b>958</b>	<b>1 387</b>	<b>430</b>
- dont remboursements de dette *	22,4%	19,0%	24,0%	23,0%	21,3%	21,0%	17,6%
- dont dépenses d'équipement brut	74,2%	69,8%	70,1%	69,1%	74,8%	71,1%	78,8%
- dont autres	3,4%	11,2%	6,0%	8,0%	3,9%	8,0%	3,6%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>1 139</b>	<b>1 067</b>	<b>635</b>	<b>449</b>	<b>569</b>	<b>826</b>	<b>262</b>
- dont dotations et subventions	54,8%	47,8%	49,9%	67,5%	48,5%	50,3%	62,4%
- dont emprunts	36,8%	43,6%	26,1%	18,7%	43,4%	38,5%	31,3%
- dont autres	8,4%	8,6%	24,0%	13,8%	8,1%	11,3%	6,3%
<b>Encours de dette au 31/12/2009</b>							
- par habitant	3 096	3 785	2 486	2 279	2 264	2 995	708
- sur recettes réelles de fonctionnement	1,02	1,23	0,96	1,02	1,02	1,10	0,79
- sur épargne brute	4,35	5,54	4,16	4,58	6,14	5,09	3,73
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>1 194</b>	<b>1 329</b>	<b>1 233</b>	<b>1 037</b>	<b>1 051</b>	<b>1 212</b>	<b>419</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	572	696	783	807	891	733	614
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	90,2%	92,9%	97,8%	98,1%	88,7%	93,3%	64,9%
Coefficient de mobilisation de potentiel fiscal élargi	110,9%	106,5%	103,4%	101,3%	95,0%	103,9%	88,3%
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	76,3%	81,6%	90,0%	88,8%	91,1%	84,7%	62,9%

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

## Évolution 2009/2008 à champ constant : communes "supports stations de sports d'hiver"

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "stations de sports d'hiver"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>- 2,3%</b>	<b>- 3,7%</b>	<b>- 3,0%</b>	<b>- 2,0%</b>	<b>+ 9,1%</b>	<b>- 2,1%</b>	<b>- 1,1%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>- 5,0%</b>	<b>- 1,1%</b>	<b>- 2,0%</b>	<b>- 0,1%</b>	<b>+ 17,9%</b>	<b>+ 0,5%</b>	<b>+ 0,1%</b>
Charges à caractère général	+ 0,6%	- 2,1%	+ 0,6%	+ 3,4%	+ 10,7%	+ 0,4%	- 0,5%
Charges de personnel	- 3,6%	- 1,4%	- 1,0%	+ 0,5%	+ 14,8%	+ 1,9%	+ 0,3%
Charges d'intérêts	- 11,1%	- 9,8%	- 15,6%	- 15,9%	+ 1,2%	- 11,0%	- 8,4%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>+ 1,7%</b>	<b>- 7,4%</b>	<b>- 4,2%</b>	<b>- 4,7%</b>	<b>- 4,4%</b>	<b>- 5,8%</b>	<b>- 3,1%</b>
Dépenses d'équipement brut	+ 4,3%	- 10,4%	- 7,4%	- 11,6%	- 4,3%	- 7,9%	- 3,2%
Remboursements de dette *	- 3,8%	- 6,7%	- 1,6%	- 4,4%	+ 4,3%	- 4,4%	- 2,9%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>- 1,3%</b>	<b>- 2,2%</b>	<b>- 2,8%</b>	<b>+ 0,0%</b>	<b>+ 11,3%</b>	<b>- 0,7%</b>	<b>- 0,2%</b>
Impôts et taxes	- 1,5%	- 1,4%	- 1,5%	+ 0,9%	+ 18,0%	+ 1,3%	+ 0,7%
<i>dont produit 4 taxes (voté)</i>	- 2,4%	+ 0,3%	+ 6,1%	- 0,2%	+ 24,2%	+ 3,9%	+ 5,9%
<i>dont produit 4 taxes (voté) + reversement de fiscalité</i>	- 2,0%	+ 0,3%	+ 7,7%	+ 2,7%	+ 23,4%	+ 4,5%	+ 5,6%
Dotations et participations	- 4,9%	- 5,8%	- 6,2%	- 3,2%	- 1,2%	- 5,4%	- 1,6%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>+ 3,5%</b>	<b>- 2,0%</b>	<b>- 1,2%</b>	<b>- 25,5%</b>	<b>+ 9,7%</b>	<b>+ 9,7%</b>	<b>+ 1,9%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+ 3,3%	+ 6,5%	+ 16,7%	+ 13,9%	- 0,2%	+ 6,3%	+ 16,9%
Emprunts *	+ 4,3%	- 11,1%	- 47,0%	- 66,1%	+ 21,6%	- 16,3%	- 17,6%
<b>Épargne brute</b>	<b>+ 13,6%</b>	<b>- 6,0%</b>	<b>- 5,4%</b>	<b>+ 0,5%</b>	<b>- 13,2%</b>	<b>- 4,9%</b>	<b>- 1,6%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>- 3,7%</b>	<b>+ 2,7%</b>	<b>- 10,0%</b>	<b>- 8,0%</b>	<b>+ 15,4%</b>	<b>- 0,5%</b>	<b>- 1,8%</b>

## • Communes « rurales » / périurbaines / pôles urbains

## Ensemble des communes appartenant à l'espace à dominante rurale en 2009

	montants en euros par habitant					Ensemble communes "rurales"	Rappel moyenne des communes de métropole
	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.		
<b>Nombre total de communes</b>	15 743	6 103	872	317	290	23 325	35 654
<b>Population totale au 01/01/2009</b>	3 320 282	5 736 612	2 269 543	1 314 890	1 937 594	14 578 921	32 041 014
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>1 094</b>	<b>1 087</b>	<b>1 242</b>	<b>1 325</b>	<b>1 461</b>	<b>1 184</b>	<b>1 139</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>1 117</b>	<b>1 112</b>	<b>1 277</b>	<b>1 354</b>	<b>1 510</b>	<b>1 214</b>	<b>1 162</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>608</b>	<b>640</b>	<b>771</b>	<b>852</b>	<b>973</b>	<b>716</b>	<b>709</b>
- dont charges à caractère général	32,8%	31,4%	30,1%	28,9%	27,1%	30,4%	31,3%
- dont charges de personnel	33,4%	42,0%	46,8%	49,1%	52,0%	43,7%	48,3%
- dont charges d'intérêts	3,5%	4,4%	4,5%	4,5%	4,7%	4,3%	4,2%
- dont autres charges de gestion courante	27,5%	20,2%	17,1%	15,7%	14,9%	19,7%	18,7%
- dont autres	2,8%	1,9%	1,4%	1,8%	1,3%	1,9%	2,3%
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,3%	0,5%	0,8%	1,2%	1,0%	0,7%	0,6%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>816</b>	<b>830</b>	<b>992</b>	<b>1 058</b>	<b>1 180</b>	<b>919</b>	<b>899</b>
- dont ventes, produits et prestations	6,6%	6,1%	5,9%	5,6%	5,7%	6,0%	6,1%
- dont dotations et participations	39,4%	35,0%	32,6%	31,0%	30,4%	34,3%	31,6%
<i>dont DGF</i>	(26,9%)	(26,2%)	(24,8%)	(23,3%)	(22,5%)	(25,2%)	(22,3%)
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	(7,5%)	(5,4%)	(4,5%)	(4,0%)	(3,9%)	(5,3%)	(4,5%)
- dont impôts et taxes	38,7%	46,5%	51,5%	55,0%	56,4%	48,3%	52,5%
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	(29,5%)	(36,1%)	(38,8%)	(39,5%)	(42,1%)	(36,6%)	(37,4%)
- dont autres produits courants non financiers	9,4%	6,9%	4,9%	3,6%	3,1%	6,1%	4,8%
- dont autres	5,9%	5,5%	5,2%	4,8%	4,5%	5,3%	5,1%
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>25,5%</b>	<b>22,9%</b>	<b>22,3%</b>	<b>19,4%</b>	<b>17,6%</b>	<b>22,1%</b>	<b>21,1%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>486</b>	<b>447</b>	<b>471</b>	<b>473</b>	<b>489</b>	<b>468</b>	<b>430</b>
- dont remboursements de dette *	13,9%	17,6%	19,8%	20,2%	23,1%	18,1%	17,6%
- dont dépenses d'équipement brut	82,5%	78,2%	76,5%	76,1%	71,3%	77,8%	78,8%
- dont autres	3,6%	4,2%	3,7%	3,7%	5,6%	4,1%	3,6%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>300</b>	<b>279</b>	<b>277</b>	<b>281</b>	<b>306</b>	<b>287</b>	<b>262</b>
- dont dotations et subventions	67,1%	61,4%	61,6%	60,7%	55,6%	61,9%	62,4%
- dont emprunts	26,9%	32,1%	31,4%	32,8%	37,8%	31,6%	31,3%
- dont autres	6,0%	6,6%	7,0%	6,5%	6,6%	6,5%	6,3%
<b>Encours de dette au 31/12/2009</b>							
- par habitant	524	697	856	988	1 147	768	708
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,64	0,84	0,86	0,93	0,97	0,84	0,79
- sur épargne brute	2,51	3,67	3,87	4,80	5,52	3,79	3,73
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>255</b>	<b>340</b>	<b>454</b>	<b>520</b>	<b>598</b>	<b>389</b>	<b>419</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	404	502	610	686	720	541	614
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	53,6%	62,7%	69,9%	72,3%	81,0%	65,5%	64,9%
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	76,0%	81,3%	85,1%	88,1%	94,6%	84,0%	88,3%
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	68,8%	68,7%	71,1%	68,5%	72,8%	69,9%	62,9%

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPPF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

## Évolution 2009/2008 à champ constant : communes appartenant à l'espace à dominante rurale

	montants en euros par habitant					Ensemble communes "rurales"	Rappel moyenne des communes de métropole
	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.		
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>- 1,0%</b>	<b>- 1,8%</b>	<b>- 2,0%</b>	<b>+ 0,5%</b>	<b>- 0,9%</b>	<b>- 1,7%</b>	<b>- 1,1%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>- 1,5%</b>	<b>- 0,6%</b>	<b>+ 0,5%</b>	<b>+ 2,1%</b>	<b>+ 1,4%</b>	<b>- 0,6%</b>	<b>+ 0,1%</b>
Charges à caractère général	- 2,2%	- 1,2%	+ 0,5%	+ 1,9%	+ 1,6%	- 0,7%	- 0,5%
Charges de personnel	- 1,4%	+ 0,1%	+ 1,4%	+ 2,6%	+ 2,7%	- 0,0%	+ 0,3%
Charges d'intérêts	- 4,6%	- 6,0%	- 8,0%	- 9,4%	- 7,3%	- 7,8%	- 8,4%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>- 0,1%</b>	<b>- 3,0%</b>	<b>- 4,7%</b>	<b>- 0,4%</b>	<b>- 3,5%</b>	<b>- 2,7%</b>	<b>- 3,1%</b>
Dépenses d'équipement brut	+ 0,3%	- 3,2%	- 6,7%	- 2,8%	- 10,4%	- 4,1%	- 3,2%
Remboursements de dette *	- 2,7%	- 5,0%	- 2,6%	- 3,4%	+ 5,6%	- 2,7%	- 2,9%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>- 2,3%</b>	<b>- 1,0%</b>	<b>+ 0,8%</b>	<b>+ 1,4%</b>	<b>+ 1,4%</b>	<b>- 0,8%</b>	<b>- 0,2%</b>
Impôts et taxes	- 2,0%	+ 0,3%	+ 2,0%	+ 2,7%	+ 2,8%	+ 0,1%	+ 0,7%
<i>dont produit 4 taxes (voté)</i>	- 0,1%	+ 1,6%	+ 2,8%	+ 4,4%	+ 6,2%	+ 1,9%	+ 5,9%
<i>dont produit 4 taxes (voté) + reversement fiscalité</i>	+ 0,2%	+ 1,6%	+ 3,7%	+ 4,5%	+ 5,1%	+ 1,9%	+ 5,6%
Dotations et participations	- 2,0%	- 2,3%	- 2,0%	- 1,1%	- 0,0%	- 1,9%	- 1,6%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>+ 3,0%</b>	<b>+ 2,5%</b>	<b>- 4,3%</b>	<b>- 3,5%</b>	<b>- 1,8%</b>	<b>+ 0,1%</b>	<b>+ 1,9%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+ 9,9%	+ 14,3%	+ 16,9%	+ 19,1%	+ 26,6%	+ 15,5%	+ 16,9%
Emprunts *	- 7,7%	- 13,8%	- 28,3%	- 28,7%	- 28,0%	- 20,0%	- 17,6%
<b>Épargne brute</b>	<b>- 4,5%</b>	<b>- 2,5%</b>	<b>+ 1,9%</b>	<b>- 1,2%</b>	<b>+ 1,5%</b>	<b>- 1,6%</b>	<b>- 1,6%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>- 2,5%</b>	<b>- 1,7%</b>	<b>- 3,0%</b>	<b>- 1,1%</b>	<b>- 0,8%</b>	<b>- 2,9%</b>	<b>- 1,8%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie / (2) y compris travaux en régie

## • Communes « rurales » / périurbaines / pôles urbains

## Ensemble des communes appartenant à un pôle urbain en 2009

	montants en euros par habitant						Ensemble communes "pôles urbains"	Rappel moyenne des communes de métropole
	Moins de 500	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.			
	habitants	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.			
<b>Nombre total de communes</b>	47	596	455	297	543	1 938	35 654	
<b>Population totale au 01/01/2009</b>	18 748	742 190	1 232 467	1 253 481	3 850 264	7 097 150	32 041 014	
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>867</b>	<b>950</b>	<b>1 081</b>	<b>1 159</b>	<b>1 397</b>	<b>1 252</b>	<b>1 139</b>	
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>854</b>	<b>982</b>	<b>1 112</b>	<b>1 199</b>	<b>1 432</b>	<b>1 286</b>	<b>1 162</b>	
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>499</b>	<b>576</b>	<b>684</b>	<b>797</b>	<b>967</b>	<b>846</b>	<b>709</b>	
- dont charges à caractère général	31,1%	31,8%	31,0%	28,9%	27,6%	28,6%	31,3%	
- dont charges de personnel	39,3%	45,4%	48,9%	50,9%	53,6%	51,9%	48,3%	
- dont charges d'intérêts	2,2%	3,8%	3,7%	3,4%	3,5%	3,5%	4,2%	
- dont autres charges de gestion courante	25,5%	17,0%	14,8%	14,9%	13,8%	14,4%	18,7%	
- dont autres	2,0%	2,0%	1,6%	1,9%	1,5%	1,6%	2,3%	
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,2%	0,3%	0,4%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>666</b>	<b>746</b>	<b>875</b>	<b>971</b>	<b>1 167</b>	<b>1 036</b>	<b>899</b>	
- dont ventes, produits et prestations	7,3%	5,6%	5,4%	6,0%	5,9%	5,8%	6,1%	
- dont dotations et participations	25,0%	28,0%	25,7%	26,4%	26,2%	26,3%	31,6%	
<i>dont DGF</i>	<i>(18,2%)</i>	<i>(20,2%)</i>	<i>(18,4%)</i>	<i>(18,4%)</i>	<i>(18,6%)</i>	<i>(18,6%)</i>	<i>(22,3%)</i>	
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	<i>(4,1%)</i>	<i>(3,9%)</i>	<i>(3,2%)</i>	<i>(2,9%)</i>	<i>(2,9%)</i>	<i>(3,0%)</i>	<i>(4,5%)</i>	
- dont impôts et taxes	55,2%	57,2%	60,9%	60,1%	61,0%	60,6%	52,5%	
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	<i>(34,1%)</i>	<i>(39,6%)</i>	<i>(40,1%)</i>	<i>(38,5%)</i>	<i>(38,1%)</i>	<i>(38,5%)</i>	<i>(37,4%)</i>	
- dont autres produits courants non financiers	6,4%	4,3%	3,1%	3,1%	2,3%	2,7%	4,8%	
- dont autres	6,0%	4,9%	4,9%	4,5%	4,6%	4,6%	5,1%	
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>25,1%</b>	<b>22,9%</b>	<b>21,8%</b>	<b>17,9%</b>	<b>17,1%</b>	<b>18,4%</b>	<b>21,1%</b>	
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>368</b>	<b>374</b>	<b>398</b>	<b>362</b>	<b>430</b>	<b>406</b>	<b>430</b>	
- dont remboursements de dette *	10,1%	15,4%	16,0%	18,4%	18,7%	17,8%	17,6%	
- dont dépenses d'équipement brut	87,5%	81,9%	81,2%	78,2%	77,7%	78,8%	78,8%	
- dont autres	2,4%	2,7%	2,8%	3,4%	3,6%	3,3%	3,6%	
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>187</b>	<b>234</b>	<b>230</b>	<b>218</b>	<b>255</b>	<b>242</b>	<b>262</b>	
- dont dotations et subventions	67,5%	64,9%	64,7%	62,0%	57,6%	60,2%	62,4%	
- dont emprunts	29,5%	29,7%	31,0%	31,2%	34,4%	32,9%	31,3%	
- dont autres	3,0%	5,3%	4,3%	6,8%	8,0%	6,9%	6,3%	
<b>Encours de dette au 31/12/2009</b>								
- par habitant	285	529	628	654	873	755	708	
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,43	0,71	0,72	0,67	0,75	0,73	0,79	
- sur épargne brute	1,70	3,10	3,29	3,76	4,37	3,96	3,73	
<b>Fiscalité</b>								
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>327</b>	<b>387</b>	<b>488</b>	<b>521</b>	<b>648</b>	<b>570</b>	<b>419</b>	
Potentiel fiscal / population "DGF"	780	701	795	787	893	837	614	
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	41,2%	54,3%	57,5%	70,4%	73,8%	68,2%	64,9%	
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	70,5%	83,4%	94,9%	97,9%	104,5%	99,8%	88,3%	
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	45,9%	53,2%	50,3%	52,3%	52,4%	52,1%	62,9%	

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

## Évolution 2009/2008 à champ constant : communes appartenant à un pôle urbain

	montants en euros par habitant						Ensemble communes "pôles urbains"	Rappel moyenne des communes de métropole
	Moins de 500	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.			
	habitants	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.			
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>- 1,5%</b>	<b>+ 2,2%</b>	<b>- 0,9%</b>	<b>- 0,8%</b>	<b>+ 0,9%</b>	<b>+ 0,1%</b>	<b>- 1,1%</b>	
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 2,2%</b>	<b>+ 2,1%</b>	<b>+ 1,3%</b>	<b>+ 2,6%</b>	<b>+ 1,9%</b>	<b>+ 0,1%</b>	
Charges à caractère général	+ 2,9%	+ 3,4%	+ 2,6%	+ 1,0%	+ 2,8%	+ 2,3%	- 0,5%	
Charges de personnel	+ 1,0%	+ 2,3%	+ 2,3%	+ 1,3%	+ 3,5%	+ 2,3%	+ 0,3%	
Intérêts	- 5,6%	- 4,6%	- 5,1%	- 11,5%	- 9,4%	- 9,1%	- 8,4%	
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>- 6,8%</b>	<b>+ 2,7%</b>	<b>- 5,0%</b>	<b>- 4,7%</b>	<b>- 1,6%</b>	<b>- 2,6%</b>	<b>- 3,1%</b>	
Dépenses d'équipement brut	- 4,7%	+ 4,1%	- 3,5%	- 6,3%	- 3,2%	- 3,4%	- 3,2%	
Remboursements de dette *	- 24,3%	- 4,2%	- 7,3%	- 0,4%	- 1,6%	- 3,1%	- 2,9%	
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>- 7,5%</b>	<b>+ 0,5%</b>	<b>+ 1,1%</b>	<b>+ 1,2%</b>	<b>+ 2,8%</b>	<b>+ 1,8%</b>	<b>- 0,2%</b>	
Impôts et taxes	- 3,8%	+ 2,5%	+ 1,5%	+ 1,7%	+ 3,8%	+ 2,7%	+ 0,7%	
<i>dont produit 4 taxes (voté)</i>	<i>- 1,1%</i>	<i>+ 4,3%</i>	<i>+ 3,6%</i>	<i>+ 4,7%</i>	<i>+ 6,9%</i>	<i>+ 5,4%</i>	<i>+ 5,9%</i>	
<i>dont produit 4 taxes (voté) + reversement fiscalité</i>	<i>- 0,4%</i>	<i>+ 3,7%</i>	<i>+ 2,7%</i>	<i>+ 3,2%</i>	<i>+ 5,9%</i>	<i>+ 4,7%</i>	<i>+ 5,6%</i>	
Dotations et participations	- 1,6%	- 3,4%	- 0,8%	- 1,3%	- 0,4%	- 0,9%	- 1,6%	
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>- 18,5%</b>	<b>+ 15,5%</b>	<b>+ 2,6%</b>	<b>+ 6,3%</b>	<b>+ 5,9%</b>	<b>+ 5,8%</b>	<b>+ 1,9%</b>	
Dotations et subventions d'investissement	- 4,1%	+ 18,2%	+ 22,5%	+ 16,6%	+ 22,8%	+ 20,9%	+ 16,9%	
Emprunts *	- 24,8%	+ 10,6%	- 14,3%	- 1,7%	- 11,4%	- 9,7%	- 17,6%	
<b>Épargne brute</b>	<b>- 28,9%</b>	<b>- 4,5%</b>	<b>- 2,3%</b>	<b>+ 0,7%</b>	<b>+ 3,9%</b>	<b>+ 1,4%</b>	<b>- 1,6%</b>	
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>+ 2,2%</b>	<b>+ 1,0%</b>	<b>- 0,0%</b>	<b>- 1,4%</b>	<b>+ 1,3%</b>	<b>+ 0,2%</b>	<b>- 1,8%</b>	

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie / (2) y compris travaux en régie



## • Communes « rurales » / périurbaines / pôles urbains

## Ensemble des communes périurbaines en 2009

	montants en euros par habitant						Rappel
	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "périurbaines"	moyenne des communes de métropole
<b>Nombre total de communes</b>	4 394	4 726	814	255	208	10 397	35 654
<b>Population totale au 01/01/2009</b>	1 227 600	4 625 542	2 107 461	1 047 334	1 371 040	10 378 977	32 041 014
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>875</b>	<b>898</b>	<b>1 027</b>	<b>1 158</b>	<b>1 262</b>	<b>996</b>	<b>1 139</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>889</b>	<b>920</b>	<b>1 046</b>	<b>1 196</b>	<b>1 312</b>	<b>1 022</b>	<b>1 162</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>483</b>	<b>521</b>	<b>626</b>	<b>745</b>	<b>854</b>	<b>604</b>	<b>709</b>
- dont charges à caractère général	31,8%	31,4%	32,0%	29,5%	28,2%	<b>30,7%</b>	<b>31,3%</b>
- dont charges de personnel	32,1%	42,6%	47,3%	49,7%	53,5%	<b>45,5%</b>	<b>48,3%</b>
- dont charges d'intérêts	3,1%	4,0%	4,2%	4,3%	3,8%	<b>4,0%</b>	<b>4,2%</b>
- dont autres charges de gestion courante	31,1%	20,4%	15,4%	15,6%	13,5%	<b>18,5%</b>	<b>18,7%</b>
- dont autres	1,8%	1,5%	1,1%	1,0%	1,0%	<b>1,3%</b>	<b>2,3%</b>
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,2%	0,4%	0,5%	0,7%	0,6%	<b>0,5%</b>	<b>0,6%</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>642</b>	<b>679</b>	<b>803</b>	<b>935</b>	<b>1 035</b>	<b>773</b>	<b>899</b>
- dont ventes, produits et prestations	6,0%	6,2%	6,3%	6,6%	7,0%	<b>6,4%</b>	<b>6,1%</b>
- dont dotations et participations	38,3%	33,7%	30,9%	29,8%	28,0%	<b>32,1%</b>	<b>31,6%</b>
<i>dont DGF</i>	<i>(24,9%)</i>	<i>(24,4%)</i>	<i>(23,0%)</i>	<i>(22,0%)</i>	<i>(20,1%)</i>	<i>(23,1%)</i>	<i>(22,3%)</i>
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	<i>(8,5%)</i>	<i>(5,4%)</i>	<i>(3,9%)</i>	<i>(3,2%)</i>	<i>(3,0%)</i>	<i>(4,7%)</i>	<i>(4,5%)</i>
- dont impôts et taxes	42,8%	49,7%	54,2%	55,5%	58,7%	<b>52,3%</b>	<b>52,5%</b>
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	<i>(31,4%)</i>	<i>(37,2%)</i>	<i>(39,1%)</i>	<i>(40,3%)</i>	<i>(40,3%)</i>	<i>(37,9%)</i>	<i>(37,4%)</i>
- dont autres produits courants non financiers	7,6%	5,1%	3,7%	3,0%	2,8%	<b>4,4%</b>	<b>4,8%</b>
- dont autres	5,3%	5,3%	4,9%	5,1%	3,6%	<b>4,9%</b>	<b>5,1%</b>
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>24,8%</b>	<b>23,3%</b>	<b>22,1%</b>	<b>20,4%</b>	<b>17,5%</b>	<b>21,8%</b>	<b>21,1%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>393</b>	<b>377</b>	<b>401</b>	<b>414</b>	<b>408</b>	<b>392</b>	<b>430</b>
- dont remboursements de dette *	12,9%	15,7%	17,3%	19,8%	19,0%	<b>16,6%</b>	<b>17,6%</b>
- dont dépenses d'équipement brut	83,5%	81,7%	80,1%	77,9%	76,4%	<b>80,4%</b>	<b>78,8%</b>
- dont autres	3,6%	2,6%	2,6%	2,3%	4,6%	<b>3,0%</b>	<b>3,6%</b>
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>247</b>	<b>238</b>	<b>239</b>	<b>249</b>	<b>250</b>	<b>242</b>	<b>262</b>
- dont dotations et subventions	68,8%	65,8%	65,1%	59,7%	62,2%	<b>64,9%</b>	<b>62,4%</b>
- dont emprunts	24,8%	29,3%	29,7%	33,2%	32,7%	<b>29,7%</b>	<b>31,3%</b>
- dont autres	6,4%	5,0%	5,2%	7,1%	5,1%	<b>5,4%</b>	<b>6,3%</b>
<b>Encours de dette au 31/12/2009</b>							
- par habitant	372	511	652	776	834	<b>593</b>	<b>708</b>
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,58	0,75	0,81	0,83	0,81	<b>0,77</b>	<b>0,79</b>
- sur épargne brute	2,34	3,24	3,68	4,07	4,62	<b>3,52</b>	<b>3,73</b>
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>221</b>	<b>300</b>	<b>395</b>	<b>473</b>	<b>532</b>	<b>358</b>	<b>419</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	405	504	594	634	703	<b>550</b>	<b>614</b>
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	51,0%	57,1%	68,0%	72,7%	73,8%	<b>61,6%</b>	<b>64,9%</b>
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	67,3%	75,8%	85,5%	97,5%	100,1%	<b>83,7%</b>	<b>88,3%</b>
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	72,2%	66,9%	64,1%	62,3%	61,8%	<b>65,0%</b>	<b>62,9%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMFP n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

## Evolution 2009/2008 à champ constant : communes périurbaines

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "périurbaines"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>- 0,5%</b>	<b>- 0,3%</b>	<b>- 1,7%</b>	<b>+ 0,4%</b>	<b>- 1,7%</b>	<b>- 1,0%</b>	<b>- 1,1%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>- 2,4%</b>	<b>+ 0,2%</b>	<b>+ 0,4%</b>	<b>+ 1,2%</b>	<b>- 0,1%</b>	<b>- 0,2%</b>	<b>+ 0,1%</b>
Charges à caractère général	- 3,1%	+ 0,0%	+ 1,0%	+ 0,9%	- 0,1%	- 0,2%	+ 0,5%
Charges de personnel	- 2,4%	+ 0,7%	+ 1,7%	+ 2,7%	+ 2,1%	+ 0,8%	+ 0,3%
Intérêts	- 6,8%	- 5,2%	- 7,9%	- 7,7%	- 11,3%	- 7,7%	- 8,4%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>+ 2,2%</b>	<b>- 0,7%</b>	<b>- 4,3%</b>	<b>- 0,3%</b>	<b>- 4,2%</b>	<b>- 1,7%</b>	<b>- 3,1%</b>
Dépenses d'équipement brut	+ 2,5%	- 0,6%	- 4,8%	+ 1,1%	- 7,1%	- 1,9%	- 3,2%
Remboursements de dette *	- 1,1%	- 2,6%	- 5,9%	- 1,1%	+ 3,3%	- 2,5%	- 2,9%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>- 4,9%</b>	<b>- 0,6%</b>	<b>+ 0,3%</b>	<b>+ 1,7%</b>	<b>- 0,5%</b>	<b>- 0,8%</b>	<b>- 0,2%</b>
Impôts et taxes	- 4,1%	+ 0,3%	+ 1,0%	+ 3,1%	+ 0,6%	+ 0,2%	+ 0,7%
<i>dont produit 4 taxes (voté)</i>	<i>- 0,4%</i>	<i>+ 2,6%</i>	<i>+ 2,8%</i>	<i>+ 5,9%</i>	<i>+ 4,7%</i>	<i>+ 2,9%</i>	<i>+ 5,9%</i>
<i>dont produit 4 taxes (voté) + reversement fiscalité</i>	<i>- 0,5%</i>	<i>+ 2,3%</i>	<i>+ 2,5%</i>	<i>+ 4,5%</i>	<i>+ 3,1%</i>	<i>+ 2,3%</i>	<i>+ 5,6%</i>
Dotations et participations	- 2,8%	- 1,6%	- 1,8%	+ 0,6%	- 0,5%	- 1,6%	- 1,6%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>+ 2,2%</b>	<b>+ 3,9%</b>	<b>- 3,4%</b>	<b>+ 3,5%</b>	<b>+ 1,3%</b>	<b>+ 1,7%</b>	<b>+ 1,9%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+ 8,6%	+ 16,9%	+ 18,2%	+ 17,7%	+ 20,6%	+ 16,4%	+ 16,9%
Emprunts *	- 12,5%	- 16,2%	- 29,3%	- 18,5%	- 22,5%	- 20,0%	- 17,6%
<b>Épargne brute</b>	<b>- 11,6%</b>	<b>- 3,4%</b>	<b>+ 0,0%</b>	<b>+ 3,7%</b>	<b>- 2,5%</b>	<b>- 2,9%</b>	<b>- 1,6%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>- 3,7%</b>	<b>- 1,5%</b>	<b>- 3,0%</b>	<b>- 1,9%</b>	<b>- 2,6%</b>	<b>- 2,5%</b>	<b>- 1,8%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie / (2) y compris travaux en régie

## • Communes de montagne

### Ensemble des communes de montagne non touristiques en 2009

	montants en euros par habitant					Ensemble communes "montagne non touristiques"	Rappel moyenne des communes de métropole
	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.		
<b>Nombre total de communes</b>	3 284	1 029	113	38	37	4 501	35 654
<b>Population totale au 01/01/2009</b>	624 758	944 536	296 456	155 051	250 543	2 271 344	32 041 014
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>1 478</b>	<b>1 080</b>	<b>1 133</b>	<b>1 171</b>	<b>1 433</b>	<b>1 242</b>	<b>1 139</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>1 498</b>	<b>1 096</b>	<b>1 154</b>	<b>1 212</b>	<b>1 445</b>	<b>1 260</b>	<b>1 162</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>753</b>	<b>597</b>	<b>650</b>	<b>753</b>	<b>895</b>	<b>691</b>	<b>709</b>
- dont charges à caractère général	35,4%	32,4%	31,2%	30,3%	26,4%	32,1%	31,3%
- dont charges de personnel	34,7%	41,3%	45,4%	48,7%	51,6%	41,9%	48,3%
- dont charges d'intérêts	3,7%	4,9%	5,0%	4,7%	4,7%	4,5%	4,2%
- dont autres charges de gestion courante	24,3%	20,0%	17,2%	15,1%	16,8%	20,1%	18,7%
- dont autres	1,9%	1,4%	1,1%	1,2%	0,5%	1,4%	2,3%
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,3%	0,5%	0,9%	0,9%	1,0%	0,6%	0,6%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>1 030</b>	<b>790</b>	<b>849</b>	<b>962</b>	<b>1 115</b>	<b>911</b>	<b>899</b>
- dont ventes, produits et prestations	7,9%	6,6%	6,0%	5,9%	5,6%	6,7%	6,1%
- dont dotations et participations	40,4%	35,3%	30,5%	29,4%	29,4%	35,1%	31,6%
<i>dont DGF</i>	(29,3%)	(26,7%)	(22,8%)	(21,5%)	(21,9%)	(26,0%)	(22,3%)
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	(6,1%)	(4,1%)	(3,3%)	(2,7%)	(3,1%)	(4,4%)	(4,5%)
- dont impôts et taxes	35,6%	45,7%	53,6%	55,4%	56,7%	45,7%	52,5%
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	(26,2%)	(34,8%)	(37,0%)	(37,8%)	(37,8%)	(33,0%)	(37,4%)
- dont autres produits courants non financiers	10,6%	7,1%	5,2%	5,3%	3,5%	7,3%	4,8%
- dont autres	5,6%	5,4%	4,7%	4,0%	4,8%	5,2%	5,1%
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>26,9%</b>	<b>24,3%</b>	<b>23,5%</b>	<b>21,7%</b>	<b>19,8%</b>	<b>24,2%</b>	<b>21,1%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>725</b>	<b>482</b>	<b>484</b>	<b>418</b>	<b>538</b>	<b>551</b>	<b>430</b>
- dont remboursements de dette *	12,0%	16,0%	16,0%	19,8%	22,2%	15,5%	17,6%
- dont dépenses d'équipement brut	85,3%	80,7%	78,5%	77,8%	72,9%	81,1%	78,8%
- dont autres	2,6%	3,2%	5,4%	2,4%	4,8%	3,4%	3,6%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>466</b>	<b>300</b>	<b>289</b>	<b>251</b>	<b>311</b>	<b>342</b>	<b>262</b>
- dont dotations et subventions	71,3%	66,4%	66,7%	62,3%	53,4%	66,8%	62,4%
- dont emprunts	21,9%	28,0%	24,8%	30,4%	38,4%	26,5%	31,3%
- dont autres	6,8%	5,6%	8,5%	7,3%	8,1%	6,7%	6,3%
<b>Encours de dette au 31/12/2009</b>							
- par habitant	681	695	785	847	1 063	754	708
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,66	0,88	0,92	0,88	0,95	0,83	0,79
- sur épargne brute	2,46	3,62	3,94	4,06	4,82	3,42	3,73
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>292</b>	<b>320</b>	<b>416</b>	<b>480</b>	<b>587</b>	<b>365</b>	<b>419</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	391	504	687	750	787	535	614
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	61,7%	60,7%	56,8%	68,2%	83,3%	63,1%	64,9%
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	75,4%	74,3%	77,5%	80,7%	95,7%	78,6%	88,3%
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	73,2%	70,4%	61,7%	64,8%	62,0%	67,8%	62,9%

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMFP n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

### Évolution 2009/2008 à champ constant : communes de montagne non touristiques

	montants en euros par habitant					Ensemble communes "montagne non touristiques"	Rappel moyenne des communes de métropole
	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.		
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>- 0,8%</b>	<b>- 1,8%</b>	<b>- 2,5%</b>	<b>- 2,3%</b>	<b>- 0,2%</b>	<b>- 1,4%</b>	<b>- 1,1%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>- 1,5%</b>	<b>- 1,3%</b>	<b>+ 0,3%</b>	<b>+ 0,0%</b>	<b>+ 0,3%</b>	<b>- 1,1%</b>	<b>+ 0,1%</b>
Charges à caractère général	- 1,3%	- 1,3%	+ 1,1%	+ 0,7%	+ 0,9%	- 0,6%	- 0,5%
Charges de personnel	- 0,9%	- 0,4%	+ 0,2%	+ 1,6%	+ 1,4%	- 0,7%	+ 0,3%
Intérêts de la dette	- 5,6%	- 7,3%	- 4,0%	- 3,6%	- 10,3%	- 6,5%	- 8,4%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>+ 0,3%</b>	<b>- 2,0%</b>	<b>- 5,3%</b>	<b>- 4,7%</b>	<b>+ 0,6%</b>	<b>- 1,1%</b>	<b>- 3,1%</b>
Dépenses d'équipement brut	- 0,2%	- 0,3%	- 7,2%	- 4,7%	- 2,7%	- 1,1%	- 3,2%
Remboursements de dette *	- 1,1%	- 12,4%	- 12,2%	- 8,4%	+ 17,2%	- 5,1%	- 2,9%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>- 2,8%</b>	<b>- 1,9%</b>	<b>- 1,0%</b>	<b>+ 2,0%</b>	<b>+ 1,1%</b>	<b>- 1,6%</b>	<b>- 0,2%</b>
Impôts et taxes	- 2,2%	- 1,2%	+ 0,9%	+ 2,0%	+ 0,7%	- 1,3%	+ 0,7%
<i>dont produit 4 taxes (voté)</i>	- 0,9%	+ 0,2%	+ 1,3%	+ 3,3%	+ 3,9%	+ 0,5%	+ 5,9%
<i>dont produit 4 taxes (voté) + reversement fiscalité</i>	- 0,7%	+ 0,2%	+ 1,7%	+ 2,3%	+ 2,3%	- 0,0%	+ 5,6%
Dotations et participations	- 3,1%	- 2,5%	- 3,5%	- 1,2%	- 0,8%	- 2,3%	- 1,6%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>+ 0,4%</b>	<b>- 3,2%</b>	<b>- 8,6%</b>	<b>- 17,7%</b>	<b>- 3,0%</b>	<b>- 3,0%</b>	<b>+ 1,9%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+ 3,0%	+ 7,4%	+ 17,7%	+ 8,0%	+ 38,4%	+ 9,2%	+ 16,9%
Emprunts *	- 10,1%	- 20,9%	- 46,5%	- 44,2%	- 15,3%	- 22,8%	- 17,6%
<b>Épargne brute</b>	<b>- 6,2%</b>	<b>- 3,7%</b>	<b>- 5,2%</b>	<b>+ 9,6%</b>	<b>+ 4,1%</b>	<b>- 3,0%</b>	<b>- 1,6%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>- 3,4%</b>	<b>- 3,8%</b>	<b>- 4,6%</b>	<b>- 2,0%</b>	<b>- 0,7%</b>	<b>- 3,1%</b>	<b>- 1,8%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMFP n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.